



Ce jeudi 21 avril, au cours d'un CSE Central extraordinaire, la Présidente a présenté un grand projet d'évolution de France Bleu dont l'intitulé fait frissonner : « renforcer le local avec l'appui du territoire et renforcer sa présence sur le numérique ».

Nous imaginions bien que le rapport ISAST, imposé par les CSE de région via la justice, pouvait servir de marchepied à une réorganisation profonde du réseau, l'audit du cabinet Columbus aura permis d'en poser les bases. Ce projet en est l'expression.

En amorce du document, les séduisants objectifs (climat de confiance, proximité, donner du sens...) laissent à penser que la suite du projet prendra soin de tout mettre en œuvre pour ne surtout pas les atteindre.

Les plus grandes transformations portent sur la gouvernance. Après les 7 Directeur.trice.s Régionaux, puis les 4 Directeur.trice.s Territoriaux, bonjour les 6 Territoires. Constitués d'un DT (Directeur.trice Territorial.e), d'un DRHG (Délégué.e Ressources Humaines et Gestion), d'un RRH (Responsable Ressources Humaines) et d'un Chargé.e de com. Bilan net : création de 2 postes de DT et 6 postes de RRH. **Et nous découvrons donc que le réseau peut s'offrir le luxe de 8 postes supplémentaires de hauts cadres.** A cela, ajoutons les postes créés dans le web et nous arrivons à 20 emplois supplémentaires, à moyens constants, financés par redéploiement. Quels postes seront sacrifiés pour atteindre cet objectif ? La question est brûlante. **Embryon de réponse de la Présidente : « une locale fonctionne à 5 techniciens ».**

Une décentralisation dans l'esprit de la mission de proximité de France Bleu. Un minimum de cohérence aurait dû imposer d'y faire correspondre l'organisation sociale en renonçant au CSE unique Bleu. La logique est donc de décider en local mais de discuter avec les représentants des salarié.e.s à Paris. A Radio France, on décentralise tout sauf le dialogue social.

Le projet développe aussi les tendances actuelles : renforcement du web avec, là aussi, une réorganisation structurelle grâce à l'inflation des postes de cadre, transformation des Ateliers de création de France Bleu en studios de production de Podcasts... De gros chantiers sont aussi ouverts dans ce projet dont nous n'avons pas le détail et nous ne pouvons pas mesurer les conséquences. Il concerne la RH, avec les suivis de carrière et la formation, le bâtiment (des cloisons dans les open-space, quel progrès !) et les outils (diffusion, sharepoint et Teams).



Après des années d'abandon, le réseau France Bleu mérite bien un projet d'ampleur. Celui-ci s'inscrit sur 5 ans ; il comporte quelques mises à jour certainement nécessaires et une décentralisation bienvenue. Malheureusement, l'ambition est contrainte dans un budget limité. **Comment imaginer financer 20 postes sans concessions dramatiques pour nos antennes ?**

Comment accompagner nos auditeurs dont le besoin de proximité ne cesse de s'exprimer ? **Rien dans le projet.**

Quelle mesure serait à même d'endiguer l'effondrement des audiences de France Bleu ? **On attend encore une ambition éditoriale à la hauteur de l'enjeu et dans ce qui est présenté, rien de rassurant.**

Pour plaire au gouvernement, la Direction affiche un projet stratégique orienté vers le numérique, à moyen constant, malgré l'inflation des postes de cadre. Le sacrifice des antennes est entamé dans un processus dont nous ne connaissons pas le terme. De nombreux sujets devront faire l'objet de négociations pour encadrer les mutations des métiers (web, chargé.e.s d'accueil...), alors même que les organisations syndicales seront affaiblies à l'issue des élections professionnelles.

Une consultation à la Macron ne pourra en rien rassurer les salarié.e.s touchés par ces mutations profondes qui se feront, un fois de plus, sans les personnels de France Bleu qui font l'identité et la culture de cette chaîne si particulière.

Paris le 24 avril 2023

